

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 17 octobre 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 août 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF Direction production ingénierie

Centre de post-exploitation

16, allée Marcel Paul

77360 Vaires-sur-Marne

Références : LA-MAXE_EDF_2023-10-17_RAPVI-action-mesures-ERC_RPE_25462
Code AIOT : 0006205633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 août 2023 dans l'établissement EDF Direction production ingénierie implanté BP 40647 - 57140 La Maxe. L'inspection a été annoncée le 1^{er} juin 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "2.2.6 Mise en place des mesures ERC (éviter/réduire/compenser)".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF Direction production ingénierie
- BP 40647 – 57140 La Maxe
- code AIOT : 0006205633
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : ex IED – MTD

Par arrêté préfectoral complémentaire n°2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 modifié, la société EDF est autorisée à exploiter des installations de production d'énergie relevant du régime de l'autorisation sur le territoire de la commune de La Maxe.

Dans le cadre de l'arrêt de l'exploitation de ces installations, l'exploitant a communiqué au préfet :

- par courrier du 13 avril 2015, la date de l'arrêt d'exploitation des tranches 1 et 2 de la centrale de production thermique de la Maxe ;
- par courrier du 8 juillet 2015, les dispositions relatives à la mise en sécurité des installations (mise

hors tension, évacuation des produits dangereux, vidange et dégazage des circuits ...);

- par courrier du 2 septembre 2015, un mémoire de cessation d'activité partielle et la date de mise à l'arrêt définitif du Centre de Production Thermique (CPT) fixée au 31 décembre 2015.

Dans le cadre de cette cessation d'activité partielle, la plupart des bâtiments présents sur le site ainsi que la cheminée sont voués à être détruits.

La déconstruction de l'ancien CPT de La Maxe se fera en plusieurs phases :

- phase 1 : déconstruction de la cheminée et de certains ouvrages annexes situés au Nord du site ;
- phase 2 : désamiantage du bloc usine ;
- phase 3 : déconstruction du bloc usine et des bâtiments annexes restants.

Dans le cadre de la phase 1, qui comprend des travaux de déconstruction et des travaux connexes (clôtures, création de zones de stockage et de pistes de circulation ...), l'exploitant a déposé un dossier de dérogation "espèces protégées", actée par arrêté préfectoral complémentaire n°DCAT/BEPE/n°2023-55 du 6 mars 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures ERC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Suivi de reproduction	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, articles 5.2.1, 5.2.2 et 5.2.3	/	Lettre de suites préfectorale	3 mois
11	Suivi des gîtes à chiroptères	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 5.2.4	/	Lettre de suites préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Délimitation des emprises	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.A.R3	/	Sans objet
2	Dispositif permettant d'éloigner les chiroptères et/ou limitant leur installation	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.A.R6	/	Sans objet
3	Mise en place d'un nichoir artificiel à faucon pèlerin	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.B.C1	/	Sans objet
4	Mise en place de nichoirs artificiels à faucon crécerelle	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.B.C2	/	Sans objet
5	Mise en place de nichoirs artificiels à choucas des tours	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.B.C3	/	Sans objet
6	Mise en place de gîtes artificiels à chiroptères	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.B.C4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Aide financière au fonctionnement d'une structure locale	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.C.A1	/	Sans objet
8	Approfondissement des connaissances relatives aux chiroptères	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.C.A2	/	Sans objet
9	Mise en place de gîtes artificiels à chiroptères des milieux forestiers	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.C.A3	/	Sans objet
12	Géolocalisation des mesures environnementales	Arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 6.1 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les suivis de reproduction et des gîtes à chiroptères, l'inspection des installations classées (l'inspection) propose qu'une lettre préfectorale de suites soit adressée à l'exploitant pour lui rappeler ses obligations relatives aux fréquences du suivi prescrit et à son obligation de contrôle des rapports de l'écologue, qui doivent répondre explicitement aux prescriptions.

L'inspection n'a pas d'observations sur les autres prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Délimitation des emprises

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.A.R3
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
Prescription contrôlée : Les emprises du chantier sont limitées aux emprises concernées par le projet. L'ensemble des interventions (stockage d'engins ou de matériaux, circulation d'engins, base-vie, etc ...) se déroule à l'intérieur des emprises délimitées, correspondant au « périmètre 94 », figurant sur le plan en annexe 1. Les emprises sont précisément délimitées, au moyen de dispositifs suffisamment solides, visibles et durables pour garantir leur efficacité durant toute la durée du chantier. Un plan des emprises et des zones à éviter est transmis à chaque intervenant.
Constats : L'inspection constate que les emprises correspondant au « périmètre 94 » figurant sur le plan en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2023 susmentionné sont précisément délimitées, au moyen de dispositifs suffisamment solides, visibles et durables pour garantir leur efficacité durant toute la durée du chantier. Un contrôle d'accès avec gardien est mis en place à l'entrée du périmètre.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Dispositif permettant d'éloigner les chiroptères et/ou limitant leur installation

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.A.R6
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
Prescription contrôlée : La destruction de chaque bâtiment est précédée par le passage d'un écologue afin de vérifier l'absence d'espèces protégées. Afin de limiter la présence des chiroptères sur le site en période hivernale et estivale, plusieurs dispositifs (plaques métalliques, bâches, etc ...) peuvent être installés sur les différentes ouvertures permettant aux individus d'accéder aux sous-sols, après vérification par un écologue de l'absence d'individus à l'intérieur.
Constats : Vu les rapports de l'écologue : sans observation sur la prescription contrôlée. Lors de la visite, l'inspection a constaté, par sondage, que les conseils formulés par l'écologue ont été suivis d'actions par l'exploitant (création d'ouverture, retrait des portes et fenêtres, fermeture de galerie par barrières de type Heras).
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : Mise en place d'un nichoir artificiel à faucon pèlerin

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.B.C1
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
Prescription contrôlée : Un nichoir artificiel à faucon pèlerin est installé sur le bloc usine de l'ancien CPT de La Maxe, à une hauteur de 60 mètres. Le trou d'envol est orienté vers l'Est.

<p>Le nichoir à installer est un nichoir spécifique en bois, d'une surface d'environ 1 m² pour une hauteur de 50 cm en moyenne. Au moment de la pose, une couche de graviers ronds est disposée à l'intérieur. Un rebord en bois est ajouté sur les parties externes, afin de retenir la couche de graviers et de protéger œufs et poussins d'une éventuelle chute. Le nichoir doit être pourvu d'un balcon, garantissant ainsi une approche et un envol sûr des jeunes. Pour permettre à l'eau de s'écouler, le plancher doit être percé de trous et le nichoir doit être légèrement incliné (2 ou 3 degrés). Le nichoir est muni d'un couvercle amovible, et doit être entretenu une fois par an, hors période de présence de l'espèce, en cas d'occupation.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté la présence du nichoir prescrit au cours de la visite.</p> <p>Vu les aménagements constatés, les rapports de l'écologue et les documents techniques transmis par l'exploitant : sans observation sur la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>

N° 4 : Mise en place de nichoirs artificiels à faucon crécerelle

<p>Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.B.C2</p>
<p>Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC</p>
<p>Prescription contrôlée : Deux nichoirs artificiels à faucon crécerelle sont mis en place, à proximité de la zone d'études, à une distance suffisante (150 mètres minimum), cf annexe 2. La hauteur minimale d'installation est de 6 à 8 mètres. Le trou d'envol est orienté vers le Sud ou le Sud-Est afin de protéger au maximum le nichoir des intempéries. Les nichoirs sont en béton de bois : leurs caractéristiques sont favorables à la nidification du faucon crécerelle. Un mélange humide de sciure, de copeaux et de sable est déposé à l'intérieur. Les nichoirs sont installés au plus tard avant la période de reproduction 2023.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté la présence des nichoirs prescrits au cours de la visite. Vu les aménagements constatés, les rapports de l'écologue et les documents techniques transmis par exploitant : sans observation sur la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>

N° 5 : Mise en place de nichoirs artificiels à choucas des tours

<p>Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.B.C3</p>
<p>Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC</p>
<p>Prescription contrôlée : 12 nichoirs à choucas des tours sont installés à proximité de la zone d'études, à une distance suffisante (200 mètres minimum). Le choucas des tours vivant en colonie, il est conseillé d'installer les nichoirs sur un même bâtiment ou dans un même site, en conservant un intervalle d'un à 2 mètres entre chacun. La hauteur minimale d'installation est de 6 à 8 mètres. Le trou d'envol est orienté vers le Sud ou le Sud-Est afin de protéger au maximum le nichoir des intempéries. 6 premiers nichoirs sont installés au plus tard dans la semaine qui suit la notification du présent arrêté sur les 6 lampadaires en bois du terrain de foot situé au sud de la ZEI, à raison d'un nichoir par lampadaire. 6 autres nichoirs sont installés en complément sur les lampadaires, de manière à doubler le nombre de nichoirs par lampadaire avant le 1^{er} avril 2023.</p>

Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de 12 nichoirs à choucas sur les lampadaires en bois du terrain de foot situé au sud de la ZEI.
Vu les aménagements constatés et les rapports de l'écologue du 25 janvier 2023 et du 8 mars 2023 : sans observation sur la prescription contrôlée.
Observations : L'inspection note que, lorsque les rapports de l'écologue ont fait état de déplacement de certains nichoirs dus à des coups de vent, l'exploitant a réagi en les redressant.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : Mise en place de gîtes artificiels à chiroptères

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.B.C4
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
Prescription contrôlée : Pour le cortège des milieux anthropiques, 24 gîtes sont installés sur des bâtiments proches du site. Les gîtes artificiels sont mis en place avant le début des travaux. Avant le 15 mai 2023, un bâtiment d'environ 10 m ² au sol est créé pour les chiroptères. Aucun éclairage n'est positionné à proximité de ce gîte. Ce bâtiment dispose d'une toiture à double faitage, orientée de manière à recevoir le plus possible les rayons du soleil. Le toit est constitué d'ardoises. Le bâtiment est enterré sur une profondeur d'un mètre et est isolé grâce à l'utilisation de briques creuses. Une chiroptière (ouverture de hauteur de 9 cm et de largeur 40 cm) est mise en place sur la porte d'accès à ce bâtiment. Des ouvertures sont laissées entre le toit et les murs afin de laisser un passage pour les chauves-souris. Les aménagements intérieurs du bâtiment permettant de créer différents lieux adaptés pour les chauves-souris sont : <ul style="list-style-type: none"> • mise en place d'une rangée de briques creuses sur un des murs, dont les ouvertures sont orientées vers le bas. Les briques doivent être chevillées au mur ; • création d'une corniche de 4 à 10 cm d'épaisseur et de hauteur comprise entre 15 et 30 cm. Cette corniche est réalisée en bois non traité et positionnée sur un mur, l'espacement par rapport au mur variant de 2 à 5 cm ; • création de caches et d'espaces entre les chevrons de la toiture. Le bois utilisé est non traité, ainsi que le bois de la charpente. Aucun écran de sous toiture n'est posé et la toiture n'est pas isolée ; • la partie sous la toiture doit être accessible pour permettre le contrôle et le nettoyage.
Constats : Vu le rapport de l'écologue du 8 mars 2023 attestant de l'installation des 24 nichoirs prévus : sans observation sur la prescription contrôlée relative aux nichoirs. <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté par sondage la présence d'une partie des nichoirs prescrits, et que le bâtiment pour les chiroptères était en cours de construction, sans pouvoir de fait contrôler le respect des dispositions constructives.</p> <p>L'exploitant indique avoir rencontré des difficultés pour l'obtention du permis de construire et que le bâtiment sera terminé pour fin août, soit avec un retard d'environ trois mois sur la date prescrite.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 9/10/2023, les justificatifs (notamment photos et cahier des clauses techniques particulières (CCTP) des travaux) de l'achèvement du bâtiment à chiroptères conformément aux prescriptions.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : Aide financière au fonctionnement d'une structure locale

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.C.A1
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
Prescription contrôlée : Une aide financière est versée au centre de sauvegarde de la faune Lorraine (CSFL) pour la prise en charge des grands-ducs d'Europe. Le montant de cette aide est calculé en considérant le coût associé à l'aménagement d'une aire de nidification favorable à l'espèce ainsi que le coût du suivi écologique sur une durée de 10 ans. Le montant de l'aide versée au CSFL est de 40 000 € et est versé à raison de 4 000 € par an sur une période de 10 ans.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a expliqué être en discussion avec le CSFL pour finaliser la convention et établir les modalités de versement.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de lui confirmer, dès qu'elle aura été actée, la contractualisation avec le CSFL pour le versement de l'aide financière prescrite, et de lui transmettre la convention signée.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : Approfondissement des connaissances relatives aux chiroptères

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.C.A2
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
Prescription contrôlée : Une écoute active du site est mise en œuvre pour dénombrer les chiroptères utilisant le site. Cette écoute est réalisée le soir à la tombée de la nuit lorsque les individus quittent leurs gîtes, ou avant le lever du soleil lorsqu'ils le regagnent. Un passage sur le site est réalisé tous les 15 jours de la fin de l'hiver jusqu'au début des travaux. Pendant le déroulement de ceux-ci, une intervention d'un passage par semaine est réalisée. L'ensemble de la surveillance réalisée est consigné dans un registre tenu à la disposition des services de l'État compétents.
Constats : Vu les rapports hebdomadaires de l'écologue relatifs à l'écoute active du site : sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 9 : Mise en place de gîtes artificiels à chiroptères des milieux forestiers

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 4.C.A3
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
Prescription contrôlée : Concernant le cortège des milieux forestiers, 26 gîtes sont installés sur les arbres aux alentours de la zone d'études. Les gîtes artificiels sont exposés au Sud ou à l'Est, et situés près de lisières (haies, boisements, etc ...). La localisation des nichoirs figure en annexe 2. Les gîtes artificiels doivent être mis en place avant le début des travaux.
Constats : Vu le rapport de l'écologue du 26 janvier 2023 attestant l'installation de 26 nichoirs prévus : sans observation sur la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 10 : Suivi de reproduction

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 5.2.1, 5.2.2, 5.2.3 et 5.2.4
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>5.2.1 Suivi de la reproduction du faucon pèlerin</u> Afin de s'assurer de l'efficacité de la mesure compensatoire C1, un suivi spécifique est assuré de manière annuelle sur une durée de 20 ans, et ce dès début 2023. Plusieurs passages sont réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un passage en mars, en début de période de reproduction afin de voir si les oiseaux sont présents sur site et s'ils utilisent le nichoir ; • deux passages en avril/mai, période de nourrissage où les oiseaux sont très actifs ; • un passage en juin/juillet, période où les jeunes prennent leur envol. <p>Une évolution du protocole est possible sur proposition justifiée de l'exploitant au préfet, après validation préalable par la DREAL Grand Est – service eau, biodiversité, paysages (SEBP).</p> <p><u>5.2.2 Suivi de la reproduction du faucon crécerelle</u> Un suivi spécifique est réalisé afin de vérifier la fonctionnalité des nids artificiels à faucon crécerelle mis en place dans le cadre de la mesure C2. Ce suivi est mutualisé avec le suivi du faucon pèlerin.</p> <p><u>5.2.3 Suivi de la reproduction du choucas des tours</u> Un suivi spécifique est mis en place afin de s'assurer de l'efficacité de la mesure compensatoire C3, sur une durée de 20 ans, et ce dès début 2023. Plusieurs passages doivent être réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un passage en février/mars, pour la recherche et le comptage de la colonie ; • un passage entre mi-mars et mi-avril, pour recenser les aires de nidification ainsi que les couples reproducteurs ; • un passage en juin/juillet, pour le suivi du succès reproducteur.
<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de l'écologue transmis par l'exploitant, l'inspection constate l'absence de mentions relatives à la prescription dans un rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour les périodes avril/mai et juin/juillet concernant le faucon crécerelle ; – pour la période juin/juillet concernant le choucas des tours. <p>L'exploitant explique que l'écologue a bien fait des passages aux périodes concernées et que, sans remarque particulière, il n'en a pas fait mention explicite dans ses rapports. Il signale par ailleurs qu'un rapport de l'écologue du mois d'août fait mention de ces sujets.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le contenu des rapports doit répondre formellement et explicitement aux prescriptions, afin de permettre le contrôle de celles-ci, y compris en cas d'absence de remarques.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection propose qu'une lettre préfectorale de suites soit adressée à l'exploitant pour lui rappeler ses obligations relatives aux fréquences du suivi prescrit et à son obligation de contrôle des rapports de l'écologue, qui doivent répondre explicitement aux prescriptions</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre de suites préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Suivi des gîtes à chiroptères

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 5.2.4
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
<p>Prescription contrôlée : Afin de s'assurer de l'efficacité des mesures compensatoires et de la bonne appropriation des gîtes artificiels par les chiroptères, un suivi spécifique est assuré de manière annuelle sur une durée de 20 ans. Celui-ci doit consister à estimer la présence ou l'absence d'individus dans les gîtes. Plusieurs passages sont réalisés, a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un passage en janvier/février pour observer l'occupation en période hivernale ; • un passage en mai, durant la période de transit printanier ; • un passage en juillet pour un suivi de la mise-bas ; • un passage en septembre/octobre, durant la période de transit automnal.
<p>Constats : Vu les rapports de l'écologue transmis par l'exploitant, l'inspection constate l'absence de mentions relatives à la prescription en mai et juillet.</p> <p>L'exploitant explique que l'écologue a bien fait des passages aux périodes concernées et que, sans remarque particulière, il n'en a pas fait mention explicite dans ses rapports. Il signale par ailleurs qu'un rapport de l'écologue du mois d'août fait mention de ces sujets.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le contenu des rapports doit répondre formellement et explicitement aux prescriptions, afin de permettre le contrôle de celles-ci, y compris en cas d'absence de remarques.</p>
<p>Observations : L'inspection propose qu'une lettre préfectorale de suites soit adressée à l'exploitant pour lui rappeler ses obligations relatives aux fréquences du suivi prescrit et à son obligation de contrôle des rapports de l'écologue, qui doivent répondre explicitement aux prescriptions</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre de suites préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Géolocalisation des mesures environnementales

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/03/2023, article 6.1 (partiel)
Thème(s) : actions nationales 2023, mesures ERC
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fournit au format numérique aux services de l'État compétents, avant le début des travaux générateurs d'impact environnemental, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L.163-5 du code de l'environnement. L'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la « fiche projet » renseignée présentée dans la forme fixée à l'annexe 3 ; • pour chaque mesure compensatoire prescrite dans le présent arrêté ou prévue dans le dossier de demande objet du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la « fiche mesure » renseignée présentée dans la forme fixée à l'annexe 4, <p>[...]</p>
<p>Constats : Vu les transmissions de l'exploitant du 13 avril 2023 (fiche mesure) et du 7 mars 2023 (fiche projet) : sans observation sur la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet